

Gironde : Ford refuse le plan de reprise de son usine de Blanquefort par Punch

[A LA UNESUD OUEST ÉCO](#)

Publié le 15/10/2018 à 11h47. Mis à jour à 12h05 par Nicolas César.



Le ministre de l'Economie et des finances était ce lundi matin à Bordeaux : "Je suis totalement en désaccord. Rien ne justifie une fermeture sèche."

DAVID THIERRY/SO

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, est venu annoncer ce lundi 15 octobre à Bordeaux la terrible nouvelle aux syndicats de l'usine girondine, qui emploie 840 personnes. Personnel et élus locaux ne décolèrent pas et menacent d'attaquer la réputation de Ford

Les mines étaient abattues, les yeux humides, à la sortie de la réunion avec le ministre de l'Économie ce lundi à 10h15 à la préfecture de Gironde.

Bruno Le Maire a dévoilé aux syndicats de Ford Blanquefort et aux élus locaux le contenu de sa discussion vendredi soir avec le **président de Ford**, qui lui a **annoncé que le constructeur américain avait choisi de fermer son usine girondine**, plutôt que d'appuyer la reprise par l'industriel belge Punch.

Les collectivités prêtes à investir 12,5 millions d'euros

"Je suis totalement en désaccord. **Rien ne justifie une fermeture sèche.** Punch est un repreneur solide pour l'usine Ford de Blanquefort. Nous avons pour cela le soutien des salariés et également des collectivités locales, qui ont annoncé être prêtes à investir ensemble 12,5 millions d'euros au total (dont les deux tiers seraient supportés par la Région, ndlr)", a mis en avant le ministre de l'Économie. **L'État, quant à lui, promet de mettre sur la table 5 millions d'euros.**

Une nouvelle, qui a visiblement pris de court les élus locaux, qui ne s'y attendaient pas, alors que l'État et les collectivités locales travaillent depuis des mois sur le plan de reprise. **"Ford continue à nous mener en bateau, et ne prend pas d'engagement pour favoriser la seule proposition de reprise sérieuse qui est celle de Punch"**, a lâché Alain Juppé. Selon Benoît Simian, le député LREM de la 5e circonscription de Gironde, "Ford ne peut pas s'esquiver ainsi, sur la pointe des pieds".

"Position indéfendable"

Interrogé sur les raisons de ce choix par Ford, Bruno Le Maire s'est agacé et a répondu : "vous demanderez à Ford. **Leur position est indéfendable. Une fermeture leur coûtera plus cher que la reprise par Punch.** Je veux mettre Ford face à ses responsabilités".

En réalité, le point de blocage est bien connu. Le gouvernement français demande à Ford d'assurer des volumes de production à l'usine girondine jusqu'en 2021. Car, General Motors avait laissé trois ans de contrat en transmettant son site de Strasbourg à Punch début 2013 et c'est ce qui a été la clé du succès de cette reprise. Or, **Ford veut tirer un trait définitif sur son usine de Blanquefort.**

Quels moyens de pression réellement ?

"Nous allons **mettre la pression sur Ford, sur leur réputation, et demander aux instances européennes d'intervenir.** Plus globalement, il faut que la France revoit sa législation pour contraindre le cédant d'une entreprise à accepter un plan de reprise, lorsqu'il y en a un", lance Alain Rousset, le président de la Région Nouvelle-Aquitaine.

De son côté, Bruno Le Maire a alerté le secrétaire au Trésor américain, Steven Mnuchin et le conseiller économique du président Trump.

"Nous allons continuer la mobilisation. Nous avons un intérêt commun avec l'État, celui de sauver le maximum d'emplois. Le plan de reprise a été formellement déposé", rappelle Philippe Poutou, délégué CGT de l'usine.

Concrètement, 300 emplois seulement pourraient être préservés dans le plan de reprise par Punch Powerglide. "Car, **400 salariés sont susceptibles de partir en pré-retraite et 150 seraient transférés à l'usine voisine, Getrag Ford Transmissions**", explique Gilles Lambersend, secrétaire du CE de Ford Blanquefort.

Le temps presse. Le 18 décembre, aura lieu la dernière consultation du comité d'entreprise sur le plan social de l'usine de Ford Blanquefort. Ensuite, la Direccte aura 21 jours pour valider ou non ce plan.

Une fermeture du site, créé en 1973, serait une **catastrophe économique et sociale**.

Il génère 3 000 emplois au total dans l'écosystème régional.